

## Que font les directions syndicales ?

Dans l'usine... où je travaille, nous étions quelques-uns, dans les derniers jours de mars, à ouvrir notre journal chaque matin avec avidité. Qu'allait donner la grève des services publics? Les autres corporations allaient-elles participer au mouvement du 1<sup>er</sup> avril.

Et puis, au hasard des déplacements, des entrées et des sorties, des gars nous accrochaient pour nous demander — puisque nous sommes responsables syndicaux C.G.T. — ce qu'on allait faire, chose nouvelle depuis octobre 1957.

Le vendredi, c'était le 28 mars, de très nombreux ouvriers manifestaient dans les discussions leur désir de lutte. Nous avions pensé possible une action. Sur ces entrefaites, la direction ayant parlé de fermeture possible de l'usine le 1<sup>er</sup> avril, nous avions proposé publiquement à la C.F.T.C. et la C.G.C. qui existe dans l'entreprise, un débrayage de 24 heures. Mettant en avant comme revendications essentielles l'application intégrale des 8 % d'augmentation reconnus sur les minima par l'accord de la métallurgie parisienne du 15 février, et les 45 heures payées 48. Ce mouvement recevant l'adhésion d'une grande partie des travailleurs, la C.F.T.C. se joignit à nous. Jusqu'à présent nous n'avons obtenu satisfaction à aucune de nos revendications malgré un arrêt total de 24 heures.

Mais la situation est la même dans la plupart des entreprises.

Les réactions le 1<sup>er</sup> avril ont été diverses d'après la situation de chaque entreprise et les responsables syndicaux, mais ie se dégage de cette journée quelques conclusions importantes:

1° Le mouvement des services publics a marqué la persistance de la combativité ouvrière.

2° La très grande réticence des travailleurs à s'engager dans des luttes sans qu'elles leur paraissent avoir des chances d'aboutir à des résultats importants.

3° Le refus du patronat et de l'Etat de modifier leur politique d'augmentation des prix et le maintien des salaires au niveau antérieur. C'est-à-dire, la nécessité pour obtenir des succès, d'opposer au patronat des mouvements puissants et massifs.

Nous savons que les travailleurs, dans leur désir de lutte, craignent toute polémique entre organisations ouvrières; mais il faut que les responsabilités de chaque organisation se dégagent en plus exactement de leurs directions, car depuis plusieurs mois, les combats mêmes n'ont été suivis que de gains très partiels.

Il faut donc adopter une autre tactique et écarter ceux qui, par incompréhension ou pour toute autre raison, freinent les mouvements possibles.

Il est parfaitement possible à l'heure actuelle de préparer des grèves de 24 heures, de 48 heures, puis de plus longues jusqu'à la victoire, en rassemblant l'ensemble des corporations.

Il est possible que la suppression des zones de salaires, le remboursement à 80 % de la sécurité sociale, l'augmentation des allocations familiales deviennent une réalité.

Il est possible d'obtenir de très substantielles augmentations de salaires et la réduction de l'horaire de travail sans diminution de salaires.

Mais cela exige:

1) L'existence de revendications chiffrées générales, notamment pour les salaires, sur lesquelles tout le monde puisse

se battre, et suffisamment élevées pour entraîner les secteurs décisifs de la classe ouvrière qui sont souvent les moins mal payés.

2) Une grande campagne d'unité à partir de ce programme revendicatif — organisée par la C.G.T., car elle seule peut le faire en direction des entreprises et organisations syndicales diverses, et sur des mots d'ordres concrets.

Tout cela, les militants syndicaux peuvent en discuter dans leurs entreprises et leurs syndicats, insister sur tel ou tel point qui leur paraît plus important dans leurs secteurs.

De grandes luttes sont possibles; il ne suffit pas de le constater, encore faut-il les organiser. Lucien COLLONGES.

### Les licenciements dans l'Aéronautique

#### Une pierre d'achoppement pour les syndicats

36 milliards de moins pour l'aéronautique, dans le dernier budget. Cela signifie pour cette industrie un débauchage massif de son personnel.

Combien y aura-t-il de licenciements?

Cela a son importance. Suivant celle-ci, en effet, il faut s'attendre à une plus ou moins forte réaction des travailleurs.

Hérel, le directeur du Sud-Aviation, vient de nous en donner une idée. 20.000, d'ici la fin de l'année! Cette révélation a fait du bruit. Chaban-Delmas s'en est ému. En effet, par son ampleur, elle est capable de dresser tous les gars de l'aéronautique, unanimes contre cette atteinte à leur emploi.

Aussi Chaban-Delmas vient-il de rappeler à l'ordre Hérel. Celui-ci qui appartient aux « sphères hautement nationales » a « joué avec une légèreté incroyable avec les nerfs de la population laborieuse ».

Bien sûr! Pour licencier 20.000 ouvriers, le silence va de soi. Chaban-Delmas ne dit pas que le chiffre est faux, mais que le dire c'est « de l'imbécillité ».

Imbécillité ou non, peu importe aux travailleurs. Peut-être que les patrons de l'aéronautique cherchent également à défendre leur « affaire », celle-ci étant atteinte par la réduction des crédits. Cependant, comme de toute façon ils se rangeront du côté de leur gouvernement contre les salariés, ceux-là savent qu'ils n'ont à compter que sur eux-mêmes.

D'ailleurs, pour finir, un communiqué signé Chaban-Delmas et Hérel nous apprend qu'ils sont maintenant d'accord pour: « envisager en commun de limiter au maximum les effets d'une reconversion indispensable ».

Au nom de celle-ci, Messier vient de mettre à la porte une centaine de mensuels.

Au travers de manœuvres diverses, en ayant l'air de ne pas y toucher, le patronat porte donc ses coups!

Pourquoi rencontre-t-il si peu de résistance?

La combativité n'est pourtant pas absente dans cette corporation. Il n'en est pour preuve que les débrayages survenus le 1<sup>er</sup> avril même, à Sud-Aviation, à la SNECMA Suresnes. Où, sans mot d'ordre précis, d'action, de leur fédération, ces usines ont participé spontanément à la lutte du secteur public.

La faiblesse actuelle des réactions aux licenciements, provient essentiellement de la carence totale des directions syndicales à l'échelon national.

Plus haut, nous disions que les travailleurs n'ont à compter que sur eux-mêmes. Cela est vrai,

par rapport aux patrons, mais également, malheureusement, par rapport à leurs directions syndicales.

Par exemple, voici la dernière de « Force Ouvrière ».

Aux Sections syndicales qui proposent l'organisation d'une conférence nationale des militants de l'Aéronautique, elle vient d'en opposer une autre qui rassemblerait les représentants:

- du gouvernement,
- des producteurs,
- des utilisateurs,
- des travailleurs et
- des pouvoirs publics civils et militaires,

en souhaitant que « le bon sens civique, moral et social » des responsables du pays triomphe.

De cette façon, pour F.O., aucun risque de débordement par l'Unité qui se réalise contre les licenciements. Aucun risque non plus d'être débordé par le dynamisme de cette Unité dans une conférence de travailleurs, de travailleurs seuls, décidant sans tutelle patronale et gouvernementale, ce qu'il convient de faire pour sortir de leur situation.

Les regards sont tournés vers la C.G.T. Disposant des meilleurs militants, elle pourrait, si elle ne restait pas enfermé dans le cadre d'une « politique de grandeur nationale » impulser et diriger la lutte.

Premier progrès: elle a repris à son compte l'initiative des militants de la S.N.C.A.N. de Bourges, pour une conférence nationale intersyndicale des militants.

Il faut, en outre, cesser de semer des illusions, sur la possibilité, d'obtenir dans le cadre de ce régime, la reconversion de l'aéronautique vers des constructions civiles.

Au contraire, en proposant un programme d'action pour des revendications immédiates, concrètes, transitoires, on doit expliquer aux travailleurs, tous les problèmes que posent la lutte contre les licenciements.

Dans le cadre d'une lutte, pour une convention collective nationale, qui augmenterait les salaires, éliminerait les différenciations existantes entre usines, on doit montrer que les conditions d'existence des travailleurs seront en danger, tant que nous n'aurons pas mis fin à la guerre d'Algérie.

En assurant, de plus, la liaison avec les autres secteurs de la classe ouvrière, les travailleurs de l'aéronautique peuvent vaincre! Qu'ils prennent dans leurs comités de base, dans leurs syndicats toutes les initiatives utiles pour cela.